

Unité départementale de la Vendée

La Roche sur Yon, le 11 avril 2025

85000 La Roche sur Yon  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 19/02/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT**

Parc de Pichaury - 550 rue Pierre Berthier  
BP 348000  
13100 Aix-En-Provence

**Références :** D 25.0109  
**Code AIOT :** 0006301138

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2025 dans l'établissement ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT implanté ZA du Champ Blanc Rue William Gregor 85200 Fontenay-le-Comte. L'inspection a été annoncée le 22/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT
- ZA du Champ Blanc Rue William Gregor 85200 Fontenay-le-Comte
- Code AIOT : 0006301138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site ORTEC de Fontenay le Comte est un site de transit, regroupement de déchets essentiellement dangereux employant environ 28 personnes. Il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 6 juillet 2001 modifié notamment par l'arrêté préfectoral du 22 avril 2014 suite à la mise en place d'une unité d'évapo concentration d'hydrocarbures.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99 %
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Format FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Demande d'action corrective	1 mois
4	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3	Demande d'action corrective	1 mois
6	Conditions de stockage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Eau - recalage de la chaîne de mesure des rejets	Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 2.5.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Eau - Valeurs limites en rejet d'eau industrielle	Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 6.5	Demande d'action corrective	12 mois
14	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	5. Mesures d'investigation	Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	Sans objet
2	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
5	Utilisations identifiées pertinentes FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet
8	Eau - Mesures comparatives des rejets	Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 2.5.2.2	Sans objet
10	Eau - Autosurveillance des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 6.6.2	Sans objet
11	Eau - Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 6.6.3	Sans objet
12	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
13	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
16	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Sans objet
17	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite était orientée vers l'inspection de la ligne de traitement des déchets liquides, et les rejets de la station de traitement des eaux vers la station d'épuration urbaine.

Des actions correctives sont demandées concernant certains réactifs employés (fiches de données et de sécurité à mettre à jour, condition de stockage sous rétentions indépendantes).

En attendant les travaux déjà prévus sur la station de traitement des eaux, l'inspection constate des fluctuations plus ou moins importantes des valeurs de rejet, avec des dépassements ponctuels. Les polluants azotés doivent être réduits dans les meilleurs délais car ils sont en dépassement de manière plus fréquente. Un échéancier précis de travaux devra être communiqué à l'inspection, permettant une sécurisation des rejets.

Un point a été fait sur le recalage de la chaîne de mesures en autosurveillance.

Les analyses sur les PFAS sont maintenues par l'exploitant qui n'a pas encore identifié l'origine des quelques molécules jusque là détectées dans ses rejets. En lien avec les travaux à venir sur la station de traitement des eaux, des solutions visant d'une part à la suppression des PFAS, d'autres part à leur réduction, doivent être envisagées. La substitution des émulseurs suspectés d'en contenir doit également être envisagée.

Compte tenu de l'ensemble des éléments transmis à l'inspection durant cette visite et des engagements pris, il n'est pas proposé de mesures administratives.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fourniture FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008
<b>Constats :</b>  Lors de la préparation de la visite, l'inspection a sollicité une liste de produits et substances servant dans le process de traitement des déchets liquides et dans le fonctionnement de la station d'épuration interne. L'exploitant a été en mesure de fournir les fiches de données et de sécurité demandées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Langue FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
<b>Constats :</b>

Les fiches de données et de sécurité examinées étaient toutes en langue française.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Format FDS

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fiches de données de sécurité

**Prescription contrôlée :**

La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :

- 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise ;
- 2) identification des dangers ;
- 3) composition/informations sur les composants ;
- 4) premiers secours ;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie ;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;
- 7) manipulation et stockage ;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ;
- 9) propriétés physiques et chimiques ;
- 10) stabilité et réactivité ;
- 11) informations toxicologiques ;
- 12) informations écologiques ;
- 13) considérations relatives à l'élimination ;
- 14) informations relatives au transport ;
- 15) informations relatives à la réglementation ;
- 16) autres informations.

**Constats :**

La fiche de données et de sécurité pour l'acide phosphorique 80 % (Valortec) datée du 01/06/2021 ne contient pas l'identification de la société émettrice sur le marché (même si le logo de celle-ci apparaît) et n'est pas conforme. Elle contient toutefois 16 items de la version précédente des FDS. Toutes les autres fiches examinées en visite étaient conformes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit demander à son fournisseur Valortec une mise à jour de la fiche de données et de sécurité de l'acide phosphorique 80%.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 4 : Coordonnées fournisseur FDS

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fiches de données de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.

<b>Constats :</b>
En lien avec le constat précédent, au moins une des fiches de données et de sécurité pour l'acide phosphorique 80 % (Valortec) doit être complétée par le fournisseur. Les coordonnées du fournisseur de la fiche de données de sécurité ne sont pas indiquées dans la sous-rubrique 1.3 de la fiche.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant demande à son fournisseur la transmission de la fiche de données et de sécurité pour l'acide phosphorique 80 % (Valortec) mise à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Utilisations identifiées pertinentes FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>
Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :
a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>
Les utilisations des produits chez l'exploitant sont compatibles avec les usages prévus par les fiches de données et de sécurité examinées (chapitre 1.2 des FDS examinées).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Conditions de stockage FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>
Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :
a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>
Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence sur une même zone extérieure du site d'acides et de bases (principalement en container de 1 000 litres).
Ces conditions de stockage ne sont pas conformes aux indications des fiches de données et de sécurité pour les acides et bases présentes, mais également vis-à-vis du II de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. En effet, les acides et les bases ne doivent pas être stockés sur une même rétention.
L'exploitant a présenté une commande pour l'achat de rétentions mobiles qui seront indépendantes. Ces rétentions mobiles serviront jusqu'à la fin de travaux plus importants prévus au niveau de la zone de traitement des effluents liquides.
L'inspection souligne la non-conformité, et propose des mesures correctives rapides.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant informera l'inspection de la bonne mise en place des rétentions indépendantes mobiles sur la zone de stockage extérieure des acides et des bases.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Eau - recalage de la chaîne de mesure des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 2.5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>Article 2.5.2.3- Recalage des chaînes de mesure des rejets</p> <p>L'exploitant fait réaliser, au minimum <b>tous les trois ans</b> par un organisme extérieur, une vérification complète des chaînes de mesure des émissions utilisées dans le cadre de l'autosurveillance.</p> <p>Cette vérification porte d'une part sur les conditions de prélèvement et de conservation des échantillons prélevés et d'autre part sur les mesures et l'exploitation des résultats des analyses exécutées, La conclusion du rapport de vérification permet d'apprécier le caractère satisfaisant de la chaîne de mesure au regard des bonnes pratiques.</p> <p>Ce document est accompagné d'éventuelles propositions d'améliorations et de leurs modalités de mise en œuvre,</p> <p>Cet article est applicable pour le suivi des effluents industriels aqueux.</p>
<b>Constats :</b>
<p>L'exploitant réalise par un organisme indépendant à un recalage trimestriel du débitmètre présent sur son canal de rejets des eaux usées. La dernière vérification a été effectuée le 5 décembre 2024.</p> <p>En même temps, cet organisme effectue un prélèvement pour effectuer quelques analyses dans son laboratoire sur les paramètres suivants : pH, DCO, MES, Azote Kjeldahl et indice phénol.</p> <p>L'inspection a rappelé que l'exploitant doit intégrer en complément un recalage plus complet portant sur l'ensemble des analyses effectuées en autosurveillance, et prévues par son arrêté préfectoral (et/ou ministériel). Sans attendre le présent rapport, l'exploitant a déjà mandaté son organisme indépendant pour une prestation complémentaire (devis du 11/02/2025). L'organisme pour la réalisation de ce recalage doit être accrédité pour le prélèvement, et l'organisme d'analyses doit être accrédité ou agréé pour les paramètres à analyser.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant confirmera à l'inspection la bonne réalisation du recalage complet de sa chaîne de mesure. Une comparaison en autocontrôle devra être organisée le même jour que l'intervention de l'organisme indépendant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Eau - Mesures comparatives des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 2.5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>
Article 2.5.2.2 - Mesures comparatives

Outre les évaluations auxquelles il procède afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des résultats obtenus (absence de dérive), et pour les mesures qui ne sont pas réalisées par un laboratoire accrédité ou agréé, l'exploitant fait procéder a minima **quatre fois par an** à des mesures comparatives, selon les normes en vigueur, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les mesures du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Un contrôle inopiné peut se substituer à une mesure comparative.

Cet article est applicable pour le suivi mensuel des effluents industriels aqueux.

**Constats :**

L'exploitant réalise par un laboratoire indépendant à un contrôle trimestriel de son canal de mesure, et son matériel de prélèvement servant à l'autosurveillance. Le dernier contrôle a été effectué le 5 décembre 2024.

Le recalage partiel de décembre 2024 indique :

> fonctionnement satisfaisant du pH-mètre

> faible écart sur le débit mesuré (<5%)

Il recommande toutefois les points suivants :

> nettoyage régulier du canal

> sonde de mesure de débit trop proche du venturi et canal d'approche déformé (sans impact sur la fiabilité des débits mesurés).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les observations faites sur le canal de rejet devront être analysées et faire l'objet d'actions correctives le cas échéant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Eau - Valeurs limites en rejet d'eau industrielle**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 6.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Article 6.5 - Eaux usées issues du process d'évapo-concentration et du process de neutralisation, coagulation, floculation

Les procédés génèrent des effluents qui sont dirigés vers une cuve de stockage pour contrôle, avant rejet vers le réseau d'eaux usées de la commune de Fontenay le Comte.

Les valeurs limites à respecter sont les suivantes :



Caractéristique du rejet	Valeurs limites de rejet	
Température	< 35	
pH	Entre 5,5 et 8,5	
Débit maxi journalier	80 m <sup>3</sup> /j	
Débit maxi horaire	5 m <sup>3</sup> /h	
Paramètres	concentration maximale en mg/l	Flux journalier maximal en kg/j
MEST	600	48
DBO <sub>5</sub>	800	64
DCO	2 000	160
Azote Kjeldhal	150	12
Phosphore total	2	0,160
Cyanures oxydables par le chlore	0,1	0,008
Chrome hexavalent	0,1	0,008
Cadmium	0,2	0,016
Fluorures	15	1,2
HCT	10	0,8
Indice phénols	5	0,4
AOX	1	0,08
Zinc	2	0,16
Plomb et composés	0,5	0,04
Nickel et composés	0,5	0,04
Cuivre et composés	0,5	0,04
Chrome et composés	0,5	0,04
Manganèse en composés	1	0,08
Etain et composés	2	0,16
Fer + Aluminium	5	0,4

(...)

#### Constats :

En amont de la visite, l'inspection a examiné les données d'autosurveillance transmises sous l'application GIDAF.

Il apparaît que les rejets d'eaux usées présentent des non-conformités assez fréquentes. Pour le mois de décembre 2024 examiné, l'exploitant avait noté en commentaire "*Dépassements ponctuels en DCO, en azote de Kjeldahl, en Nickel et sur le débit*" pour les dépassements suivants :

> pointe de débit à 105 m<sup>3</sup>/j pour 80 m<sup>3</sup>/j autorisé (moyenne annuelle=65,9677 m<sup>3</sup>/j)

> pic à 3 797 mg/l de DCO > 2 000 mg/l autorisé (moyenne annuelle=448,4839 mg/l)

> pic à 329 mg/l d'azote NKJ > 150 mg/l autorisé (moyenne annuelle=281,75 mg/l)

> la seule analyse en Ni à 1,168 mg/l > 0,5 mg/l autorisé (moyenne annuelle=0,1555 mg/l)

Les rejets sont effectués vers la station d'épuration de la commune. Ils font l'objet d'une convention de rejet qui est donc partiellement respectée (convention mise à jour en 2023). L'exploitant est conscient que sa station de traitement de ses effluents doit évoluer.

Des étages de traitement supplémentaires sont prévus, ainsi que des cuves d'homogénéisation supplémentaires.

Il a présenté un plan de travaux permettant un retour en conformité. En attendant, l'inspection considère que ce point de contrôle est non-conforme.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En complément du plan de travaux présenté en visite, l'exploitant précisera l'échéancier retenu pour les travaux d'amélioration de la station de traitement de ses effluents liquides.

Sans attendre, il met en œuvre toutes les actions nécessaires pour limiter les rejets en azote qui apparaît être un des polluants les plus fréquemment en dépassement.

En cas de non-conformité sur un paramètre, l'exploitant renforce le cas échéant temporairement la fréquence de surveillance pour justifier du retour à la conformité (cf. nickel).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 12 mois

#### N° 10 : Eau - Autosurveillance des rejets d'eaux pluviales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 6.6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Article 6.6.2- Autosurveillance des rejets d'eaux pluviales

L'exploitant procède à une **analyse semestrielle** des eaux pluviales évacuées portant sur les normes de rejets.

Pour les évacuations pratiquées à partir des fosses tampon de 30 m<sup>3</sup> et 15 m<sup>3</sup> (eaux de ruissellement susceptibles d'être souillées), chaque vidange fait l'objet d'un contrôle du pH, de la teneur en DCO. Les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant réalise ses contrôles semestriels sur les eaux pluviales, et transmet périodiquement les résultats à l'inspection par courriel (une évolution vers l'application numérique GIDAF est envisagée).

Le dernier contrôle a été réalisé en prélèvement et analyses par un laboratoire externe le 25 octobre 2024. Les résultats d'analyses ne font pas l'objet d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Eau - Autosurveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 6.6.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Article 6.6.3- Autosurveillance des eaux souterraines

Par l'intermédiaire du piézomètre implanté à proximité des installations de traitement, l'exploitant procède à un **contrôle mensuel** de la qualité des eaux souterraines sous-jacentes. Ce contrôle porte sur les paramètres pH et hydrocarbures totaux. Un contrôle annuel des eaux de ce forage est réalisé par un laboratoire extérieur agréé, Il comporte l'analyse des mêmes paramètres. Les résultats de l'ensemble des contrôles ci-dessus sont régulièrement communiqués à l'inspecteur des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant réalise un contrôle mensuel des eaux souterraines depuis son piézomètre. Les résultats de contrôle sont correctement reportés sur l'application GIDAF et ne font pas l'objet d'observations.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin d'assurer un meilleur suivi sur les eaux souterraines, l'exploitant précisera le positionnement du piézomètre existant, avec le sens connu d'écoulement de la nappe d'eau souterraine, sur un

plan. Il envisagera ensuite de positionner un ouvrage de surveillance supplémentaire permettant ainsi une surveillance depuis l'amont vers l'aval de son site.

Un renforcement de cette surveillance pourra faire l'objet de prescriptions complémentaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 12 : 2. Rejets aqueux de PFOS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L

**Prescription contrôlée :**

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés\* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561)  $\leq 25 \mu\text{g/l}$

Les substances dangereuses marquées d'une \* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.

**Constats :**

Le résultat de la dernière analyse en PFOS de décembre 2024, inclus dans le suivi prolongé des analyses PFAS, est inférieur à la limite de quantification du laboratoire ( $<0,10 \mu\text{g/l}$ ). Ce suivi est actuellement inclus dans une fréquence trimestrielle mise en place sur l'ensemble des PFAS surveillés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 13 : 3. Liste des substances PFAS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

**Constats :**

Depuis la précédente inspection sur le même thème, l'exploitant n'a pas identifié de déchets réceptionnés pouvant être vecteur de PFAS.

Dans une réponse du 18 novembre 2024 suite à l'inspection du 31 juillet 2024, l'exploitant suspecte que des émulseurs utilisés sur son site peuvent contenir des PFAS. Il a mis à jour une liste en ce sens : document 6179\_LIS\_AMC\_002 (Rev. 01 du 27/09/2024).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 14 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.  L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a présenté aucun plan concret d'actions visant à la suppression ou réduction des PFAS. Il précise qu'il serait possible de piéger certains de ces polluants avec l'ajout de charbons actifs au niveau de la station de traitement des eaux. Ce point n'a pas été plus développé. Il fait l'objet de travaux de recherche (en lien avec le syndicat professionnel) dans un laboratoire Lyonnais. Les premiers retours montreraient des rendements aléatoires, et un problème de saturation trop rapide des charbons actifs par les matières en suspension. L'exploitant n'a pas détaillé les zones ayant pu servir lors de la mise en œuvre d'émulseurs (exercices ou départs de feu).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection maintient sa demande de poursuivre toutes les mesures visant à un objectif de suppression ou de réduction des émissions de PFAS dans les rejets aqueux du site. Concernant les émulseurs présents sur site qui contiendraient des PFAS, l'exploitant doit obtenir de son fournisseur la composition de l'émulseur et réalisera le cas échéant une analyse de l'émulseur (idéalement par la méthode top essay) a minima sur les 20+8 + autres PFAS pouvant en contenir (6:2 FTAB, 6:2 FTS, 8:2 FTS, 4:2 FTS, PFOSA, MePFOSA, MeFOSE). Si la contamination de l'émulseur par des PFAS est confirmé, l'exploitant doit envisager des mesures visant à la substitution de ceux-ci. Il doit s'assurer de la filière d'élimination de cet émulseur, du nettoyage de l'équipement et de la bonne filière d'élimination des eaux de rinçage. L'exploitant communique à l'inspection son plan d'action (y compris nettoyage des installations), et précise la filière d'élimination pour ces déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 15 : 5. Mesures d'investigation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant a poursuivi les analyses sur les 28 PFAS+AOF à un rythme trimestriel.

Pour le moment, il ne parvient pas à identifier un polluant de manière plus récurrente, ni à faire un lien entre l'analyse en AOF et les autres PFAS mesurés.

Pour approfondir sa connaissance, il a effectué une campagne d'analyse sur l'un des déchets liquides apportés par un client (traitement de surface) les plus susceptibles de contenir des PFAS. Les analyses des 20+8 PFAS sur un échantillon ponctuel sur le déchet brut (prélevé le 31 octobre 2024) se sont avérées négatives (tous les paramètres mesurés étaient inférieurs à la limite de quantification du laboratoire Eurofins - rapport R-24-FP-041107-01)

Dans l'immédiat, il prévoit de maintenir les analyses complémentaires sur ces eaux traitées rejetées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection a indiqué que les analyses complémentaires sur les PFAS pouvaient être saisies sur l'application GIDAF, à la suite des 3 premières campagnes réalisées.

Au vu des concentrations importantes en AOF, et l'incohérence avec la somme des PFAS analysés, il est demandé à l'exploitant d'étendre l'analyse dans les rejets à d'autres PFAS (par exemple, certains laboratoires proposent des analyses étendues à plus de 55 PFAS). De plus, les PFAS spécifiques des mousses anti-incendie hors ceux compris dans la liste des 20 PFAS obligatoires (6:2 FTAB, 6:2 FTS, 8:2 FTS, 4:2 FTS, PFOSA, MePFOSA, MeFOSE) seront à analyser.

Le cas échéant, une analyse par top assay sera réalisée afin de vérifier la présence de PFAS non analysés par la méthode ciblée (cf. ci-dessus).

Les résultats des campagnes complémentaires seront transmis à l'inspection dès réception.

Par ailleurs, l'exploitant doit poursuivre ses recherches dans les déchets entrants et si besoin renforcer la procédure d'admission des déchets acceptés pour traitement sur le site afin d'identifier les déchets susceptibles de contenir des PFAS.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 16 : 6. Mesures de suppression/réduction**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets

**Prescription contrôlée :**

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable

**Constats :**

En lien avec le constat "4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS", l'inspection ne prévoit pas d'imposer des mesures complémentaires immédiates dans l'attente d'un retour du centre de recherche mandaté par l'exploitant.

L'exploitant a toutefois indiqué qu'à l'issue des travaux prévus sur sa station de traitement des effluents, il sera possible d'ajouter une injection de charbons actifs pour l'adsorption de polluants.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 17 : 7. Mesures de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;</li><li>- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;</li></ul>
<b>Constats :</b>  Comme indiqué précédemment, l'exploitant poursuit les analyses sur les 28 PFAS + AOF à un rythme trimestriel (dernière analyse faite sur un prélèvement du 19 décembre 2024). En parallèle, l'exploitant a communiqué au gestionnaire de la station d'épuration de la commune de Fontenay le Comte (SAUR) et à la communauté de communes l'intégralité des actions et analyses autour du sujet des PFAS le 14 janvier 2025. L'exploitant a communiqué à l'inspection le support de présentation de cette réunion. Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection confirme le maintien des analyses complémentaires trimestrielles sur les PFAS ayant au moins été quantifiés une fois et sur le paramètre AOF. L'exploitant tiendra compte de la demande de l'inspection en point de contrôle n°15 relative à la nécessité d'étendre les investigations à d'autres PFAS compte tenu de l'incohérence entre concentration en AOF et PFAS totaux mesurés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite